

QUOTIDIEN OUEST-FRANCE, OUEST-FRANCE.FR  
301 mots

mercredi 3 juillet 2019

Cherbourg-en-Cotentin

## Mobilisation au lycée Tocqueville



À la suite de la mutation de trois agents techniques à la rentrée prochaine, les personnels du lycée Tocqueville se mobilisent.

Lundi matin, trouvant porte close à la permanence du Cercle du Cotentin, les manifestants n'ont pu remettre comme ils le souhaitaient, la pétition des personnels du lycée Alexis-de-Tocqueville à David Marguerite, vice-président de la Région. « **Nous souhaitons aussi l'alerter, ainsi que les élus, qui ne sont pas forcément au courant de ce qui est décidé en leur nom** », explique Olivier Ruet, enseignant.

« **Nous avons appris, brutalement, que trois agents de maintenance seront déplacés à la rentrée prochaine, dans l'intérêt du service, dans un autre établissement, après des accusations portées contre eux, comme sorties du chapeau.** » Un scandale que dénoncent les manifestants qui exigent la réintégration de leurs trois collègues. « **De par leur ancienneté, ils connaissent parfaitement l'établissement et participent à son bon fonctionnement en assurant quotidiennement tous les petits travaux mais aussi des chantiers de rénovation, comme ils l'ont fait récemment en refaisant les peintures de plusieurs salles de classes et couloirs. S'ils partent, c'est tout un collectif de travail qui est cassé** », insiste Éric Charpie, enseignant.

Le plus révoltant pour eux, dans cette affaire, c'est l'absence d'argumentation pour motiver un tel choix. « **Et pour l'annoncer, on a choisi le moment où les professeurs ne sont pas là, car devant s'occuper des corrections du bac, defaire passer les oraux et de siéger dans les jurys. C'est très significatif.** » Alertés et mobilisés, les personnels sont décidés à ne pas baisser la garde. La pétition a déjà reçu le soutien de 85 signataires sur les près de 200 professeurs et agents que compte le lycée Tocqueville.



Lundi matin, les personnels du lycée Tocqueville voulaient remettre au vice-président de Région, David Marguerite, leur pétition exigeant la réintégration de trois agents techniques. - Crédit: Ouest-France

